



État français et État espagnol : NON A LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT SOCIAL !

Les puissants, les gouvernements, les patrons ont toujours utilisé **l'arme de la répression contre ceux et celles qui résistent**, contestent l'ordre établi.

Contre l'injustice d'un système qui n'offre que la misère à ceux et celles d'en bas, un système qui détruit à petit feu la planète, il est pourtant **légitime de se révolter**.

Militer, s'organiser syndicalement, être solidaires est notre réponse face à l'arrogance du capitalisme. Une réponse, hélas, que nous payons, bien souvent, au prix cher.

En France, c'est l'instauration de l'État d'urgence qui est actuellement un **État d'urgence permanent et institutionnalisé**. Dans ce climat, on ne compte plus les abus : **violences policières (Laurent Théron**, syndicaliste de SUD Santé a perdu son œil du fait d'une grenade assourdissante le 15 septembre 2016 à Paris, le **jeune Théo** a été victime d'un viol, en février, lors de son interpellation), condamnations à des peines de prison et amendes de syndicalistes (les **8 de Goodyear** d'Amiens), d'autres sont assigné-e-s à résidence pour les empêcher de participer à des manifestations,

rassemblements interdits, sans parler des poursuites judiciaires à l'encontre des militant-e-s du mouvement social (**1800 procédures** sont en cours). C'est dans ce climat encore que se sont inscrites, dans différentes villes, les **Marches du 19 mars pour la Justice et la Dignité**.

Dans l'État espagnol, **la Loi Mordaza** entend faire taire l'action militante. Des syndicalistes et militant-e-s purgent des **peines de prison** très lourdes (**mineurs des Asturies** du syndicat combatif CSI, le jeune **antifasciste Alfon** condamné à 4 ans de prison ferme en 2015). Les **prisonnier-e-s d'Euskadi** sont volontairement éloigné-e-s dans des Centrales, très loin de leurs familles. Une réalité qui a amené, en janvier 2017, pas moins de 80 000 personnes à défiler dans les rues de Bilbao.

Ces faits, pris parmi d'autres, car la liste serait très longue, ne nous font pas renoncer pour autant. Car pour nous **militer et lutter, c'est vivre**. Nous l'avons encore démontré au printemps dernier en France avec le **mouvement contre la Loi travail** ou encore dans l'État espagnol avec les **Marches de la Dignité**, fin février 2017.

C'est pour signifier notre **refus de la résignation** et notre volonté à poursuivre notre combat, que nous manifesterons le **samedi 23 septembre 2017**, à **Perpignan**.

Une manifestation qui auront un caractère internationaliste, puisqu'elles réuniront syndicalistes et militant-e-s du mouvement social par-delà des frontières imposées par les États français et espagnols ; un pas de plus dans la construction d'un **réseau syndical international de solidarité et de luttes**, respectant nos différences mais indispensable pour nos combats communs.

**Un coup contre l'un-e d'entre nous est
un coup contre nous tous et toutes !**

Solidarité internationale !

MANIFESTATION TRANSFRONTALIERE
PERPIGNAN
SAMEDI 23 SEPTEMBRE 2017